



Affronter ensemble les crises sociales et écologiques, c'est urgent et vital !

Nous appelons tous les personnels des services publics à participer aux marches et rassemblements pour le climat dans tous les territoires les 13 et 14 mars.

Nous faisons nôtres les alertes des scientifiques sur le réchauffement climatique et les atteintes à la biodiversité, leurs causes et les moyens possibles d'y répondre.

Se nourrir, se loger, se déplacer, produire et consommer autrement: cela passe par une autre répartition des richesses, le recul du « libre échange » et de la concurrence fondée sur le moins-disant social et écologique. Cela signifie que les services publics doivent être en état d'accompagner les acteurs et de contrôler l'impact de leur production sur la santé et la vie des citoyen·ne·s.

Par le jeu des importations, l'empreinte carbone de la France est 1,7 fois plus importante que ses émissions de gaz à effet de serre. Pour une transition juste, il faut donc imposer des productions locales, des circuits courts, planifier, réguler et non libéraliser! Et un mécanisme européen d'ajustement aux frontières doit faire respecter l'Accord de Paris sur le climat, les conventions environnementales et les conventions de l'Organisation internationale du travail, au détriment des multinationales.

Les projets gouvernementaux révisant la stratégie nationale bas carbone (SNBC), la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), la stratégie nationale biodiversité ne sont pas accompagnés par des

moyens humains et d'investissements publics permettant leur application rapide et dans tous les territoires. Les reports d'objectifs à atteindre, les écarts entre les discours et les actes, demeurent vertigineux. Par exemple, le plan de programmation des emplois et compétences lié à la transition (PPEC prévu par la loi de 2015 avec la PPE) est enterré. D'autres exemples flagrants en sont la transformation de l'Office national des forêts, établissement public, en lui imposant une gestion d'entreprise, ou encore, le démantèlement des ministères de la transition écologique, du logement et des transports...

Alors qu'ils contribuent à la préservation de notre planète et à la mise en œuvre d'une autre logique de développement, le démantèlement des services publics se poursuit de façon régressive. Plutôt que d'abandonner et de privatiser des missions publiques, de généraliser l'austérité budgétaire, de fermer ou regrouper les services publics implantés sur le territoire national ou encore d'imposer aux collectivités locales de nouveaux transferts de compétences sans moyens – projet de loi décentralisation, différenciation, déconcentration – c'est au développement des politiques publiques qu'il faut procéder. Il faut aller vers une société qui respecte les besoins de toutes et tous dans un cadre environnemental durable pour toutes les populations.

A notre appel commun avec les Amis de la Terre, Attac, Confédération paysanne, Oxfam, toutes et tous dans les marches unitaires pour le climat des 13 et 14 mars, partout en France et dans le monde !